

MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	X

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'évaluation rapide multisectorielle. Ce rapport synthétique présente les résultats de l'évaluation menée auprès des informateurs clés du 25 septembre au 5 octobre 2021.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis la nuit du 23 septembre 2021, des attaques attribuées aux présumés ADF ont provoqué un nouveau déplacement de populations à Bandiamuso, dans la chefferie Debasili, en territoire d'Irumu, à 73 km au Sud de la ville de Bunia. La majorité des ménages touchés par la crise s'est installée dans les communautés d'accueil du territoire d'Irumu, plus précisément dans les villages de Marabo, groupement de Masedzo, en chefferie de Mobola, dans le village de Nyakunde, groupement de Loy banigaga, en chefferie d'Andisoma ; et dans 14 villages du groupement de Bakpulu, en chefferie de Walese Vonkutu. D'autres ont trouvé refuge dans la ville de Bunia (quartier de Hoho, Nyakasanza, Dele et Lengabo) , dans le chef-lieu du territoire de Mambasa et dans le village de Lolwa, groupement de Bayaku, chefferie de Babila Bakwanza, en territoire de Mambasa.

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

GROUPEMENTS / VILLAGES	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
Groupement de Bakpulu	9537	49185	16557	32628	2306	N 1.35792 ; E 29.64994
Mambasa Centre	326	1680	567	1113	326	N 1.36030 ; E 29.03541
Lolwa Centre	2830	14155	4719	9436	3021	N 1.35060 ; E 29.49671
Bunia	645	3225	1078	2147	186	N 1.5527 ; E 30.2477
Marabo	225	1150	386	764	97	N 1.4379 ; E 30.0000
Nyakunde	1472	7360	2451	4909	619	N 1.43182; E 30.03376

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	IRUMU ET MAMBASA
CHEFFERIE	WALESE VONKUTU, MOBALA ANDISOMA, BUNIA
GROUPEMENT	BAKPULU, BABILA BAKWANZA LOY –BANIGAGA, MUSEDZO

OBSERVATIONS & ANALYSES


Ces incursions ont surgi dans le village de Makayanga et dans la cité de Komanda où vivaient des ménages déplacés issus de plusieurs vagues de déplacement du mois de juin 2021 (10 971 ménages déplacés issus des précédentes vagues résident dans le groupement de Bakpulu (ETT# 74) en territoire d'Irumu . Au cours de ce dernier déplacement, 63 pour cent des ménages, soit 9 537 ménages déplacés ont trouvé refuge dans le groupement de Bakpulu . Ces derniers sont répartis dans 14 villages : 755 ménages à Vukuntu, 435 à Bandiboli, 344 à Bandikola, 815 à Bandipete, 1085 à Bandibalesu, 285 à Bandiamosi, 656 à Bandiseibo , 555 à Balimani, 256 à Bandikafa, 2066 à Bamande, 304 à Takumanja, 171 à Bapia, 105 à Kosakosa et 1 705 à Mungamba. Depuis l'arrivée des nouvelles personnes déplacées, il a été observé une forte pression sur les moyens de subsistance et sur l'accès aux services sociaux de base, en particulier dans le groupement de Bakpulu.



La grande majorité de la population déplacée est hébergée par les communautés d'accueil ; d'autres ont trouvé refuge dans des maisons inoccupées ou inachevées de ces mêmes communautés. Depuis l'arrivée des nouvelles personnes déplacées, le prix des logements a significativement augmenté dans certains villages et/ou quartiers à forte densité (ville de Bunia, chef-lieu du territoire de Mambasa), par conséquent, un grand nombre de ménages sont amenés à partager et à vivre dans une même pièce (salon ou chambre). La cohabitation précaire et le manque d'intimité des ménages dans les foyers a provoqué des tensions sociales (bagarres, disputes) entre la population autochtone et les déplacés . Les informateurs clés rapportent qu'environ la moitié des logements dans les zones affectées par les conflits ont été endommagés mais sont encore vivables, et un peu moins de la moitié des logements ont été totalement endommagés et/ou incendiés. Pour les ménages déplacés, les AMEs sont perçus comme étant le besoin le plus urgent. En effet, plus de 80 pour cent des ménages ont perdu leurs biens lors du déplacement.



Dans les zones évaluées, 81 pour cent des ménages utilisent l'eau des sources naturelles aménagées. Toutefois, ces sources sont insuffisantes pour desservir à la fois la population autochtone et la population déplacée dont le nombre ne cesse de s'accroître. Les informateurs clés signalent que 21 pour cent des ménages des zones évaluées n'ont pas assez de récipients pour stocker l'eau alors que la source d'eau principale la plus proche est à plus de 45 minutes à pied. Un grand nombre de familles ne disposent pas de stations de lavage des mains et de savons. Les installations sanitaires disponibles sont surutilisées, ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes, ou sont délabrées, non hygiéniques, ou encore leur construction inachevée. Les informateurs clés rapportent que par manque de sensibilisation, les ménages ne disposent pas de fosses à ordures et certaines personnes pratiquent la défécation à l'air libre.



L'accès aux soins de santé de base s'avère toujours difficile en raison du coût élevé des médicaments et de la prise en charge. Certaines structures sanitaires sont situées à 45 minutes et à deux heures des habitations, ce qui freine considérablement l'accès aux soins pour les femmes enceintes et les personnes vivant avec un handicap. Les personnels de santé rapportent plusieurs cas de paludisme parmi les personnes déplacées, à cause d'une non-utilisation de moustiquaires. Ils rapportent aussi 17 cas de diarrhée aiguë chez les enfants de moins de cinq ans et plusieurs cas de fièvre typhoïde chez les adultes et chez les jeunes.



Plusieurs incidents de protection parmi la population autochtone et déplacée ont été signalés. Dans les zones de provenance, il a été rapporté plus de 35 cas de tueries, des enlèvements de femmes et d'enfants, l'incendie de plus de 40 maisons, et le pillage d'un grand nombre d'infrastructures. Dans les villages de Vunkuntu et Mungamba, groupement de Bakpulu, les informateurs clés ont identifié sept enfants non accompagnés. Par ailleurs, des tensions liées à la cohabitation ont été signalées dans le groupement Bakpulu. Finalement, à Mambassac, Lolwa centre et la ville de Bunia des locataires ayant hébergé des IDPs ont été menacés d'être expulsés. Dans plusieurs zones évaluées, les informateurs rapportent l'existence d'un mécanisme communautaire de règlement des différends.

